Il glose en italiques les noms propres historiques, géographiques, personnels, d'une manière qui lève toute équivoque sur leur identité — dans toute la mesure où celle-ci n'offre pas d'ambiguïté. Les abréviations sont assez longues pour être claires, et font l'objet d'une table alphabétique des sigles en tête de lexique. La présentation est aérée, la correction typographique soignée.

Il aurait été commode que fût indiqué dès la préface le fait que les anthroponymes sont placés selon l'ordre alphabétique des *nomina* ; puis, dans la séquence de rubriques d'un *nomen* donné, selon l'ordre alphabétique des *cognomina* ; les homonymes figurent eux-mêmes dans leur ordre chronologique. Tout cela est rationnel, simple, bien pensé, conforme aux deux seuls ordres indiscutables : l'alphabétique et le numérique. Il eût été néanmoins utile d'indiquer aussi toujours, avec un renvoi au *nomen*, les lemmes usuels comme *Marcus Aurelius* ou *Diocletianus* : pourquoi le premier n'est-il nommé que *sub nomine*, à son rang exact de *M. Aurelius Antoninus Verus* (selon l'ordre alphabétique des *nomina*, et ensuite des *cognomina*)? Tandis que *Diocletianus* figure sous ce lemme, et non pas parmi les *Aurelii* — où il n'y a pas même de renvoi, à l'emplacement de son « rang » — au sens susdit —? Le « lemme de renvoi », qui existe pour *Caligula*, est absent pour *Verus* : excès de rationalité? Ce sont de très minces reproches, à cet ouvrage de la plus grande utilité. Merci à nos jeunes collègues de Pise, qui souhaitent continuer à nous procurer de tels instruments de travail. Il faut les féliciter, les encourager, les inviter aussi à ne pas oublier les lemmes de renvoi à partir des noms usuels, ce qui rendra service aux lecteurs.

Jacques Fontaine.

Sciences historiques.

Sources for Ancient History, edited by Michael Crawford, with contributions from Emilio Gabba, Fergus Millar, Anthony Snodgrass : Cambridge, University Press, 1983, xi et 238 pages.

Les Presses Universitaires de Cambridge éditent actuellement, sous la direction générale de G. R. Elton, une série d'ouvrages intitulée « The Sources of Ancient History : Studies in the uses of historical Evidence. » La plupart des volumes parus concernent l'histoire médiévale et moderne, particulièrement celle des îles britanniques. Pour une présentation de la méthodologie des sources relatives à l'histoire ancienne, les éditeurs ont fait appel à une équipe réunie sous la houlette de M. Crawford. On peut lire ainsi, successivement, des réflexions sur la valeur documentaire des textes littéraires par E. Gabba, des inscriptions par F. Millar, des découvertes archéologiques par A. Snodgrass, et enfin des monnaies par M. Crawford lui-même. Dans chacun de ces domaines, les auteurs embrassent la totalité de l'histoire de l'Antiquité ; les problèmes posés et les exemples choisis se réfèrent à toutes les civilisations qui ont été incluses, à un moment ou à un autre, dans l'*oikouménè* gréco-romaine. Mieux encore, les cultures périphériques et les époques extrêmes — inscriptions grecques d'Asoka, table de Banasa au Maroc, fouilles romaines en Grande-Bretagne, pour ne citer que ces exemples — ont fait

l'objet d'une attention aussi scrupuleuse que les centres du pouvoir à leur apogée.

Sous les multiples éclairages dus à la diversité des disciplines, les questions que se posent les quatre auteurs sont étonnamment cohérentes. Pour les textes littéraires et épigraphiques : quelle est la personnalité de leur auteur ; à quels lecteurs antiques étaient-ils destinés ; quels sont les renseignements qu'il est légitime d'en tirer, et quels sont ceux qu'il ne faut pas y chercher? Ou bien, s'agissant des découvertes archéologiques : comment interpréter la sélection opérée par le temps dans la survie des objets ; quelle est la solidité d'une chronologie fondée sur la céramique ; la découverte de certains objets loin de leurs lieux de production peut-elle servir de base à l'élaboration d'une histoire économique, et à quelles conditions? Ou encore, à propos de la numismatique : que peuvent nous apprendre les différents types de trésors ; quel est l'intérêt des statistiques ; comment interpréter les liaisons de coins?

Les quatre études ont en commun une certaine tendance à la formulation négative : on nous dit volontiers ce qu'il ne faut pas tenter, les questions qu'il convient de ne pas poser, parce qu'elles ne comportent pas de réponse, les illusions auxquelles nous devons renoncer. Il y a là le reflet d'une prudence salubre et peut-être aussi d'une mode actuelle de la réflexion méthodologique. Aussi, des quatre contributions, et sans vouloir rabaisser le mérite des trois autres, est-ce celle de F. Millar qui nous a le plus intéressé, mais c'est grâce à l'équilibre de son information, à l'ampleur de ses vues, à la richesse de ses suggestions concernant des travaux à réaliser ou des directions de recherche à poursuivre.

A raison d'un peu moins de soixante pages par auteur, ce petit livre agréablement écrit nous laisse assurément sur notre faim. On peut en recommander la lecture aux étudiants avancés, aux jeunes savants qui rédigent leur thèse et, de façon générale, à un public de non-spécialistes cultivés.

Hubert ZEHNACKER.

Édouard WILL, *Histoire politique du monde hellénistique, tome II : Des avènements d'Antiochos III et de Philippe V à la fin des Lagides*, 2e édition revue et augmentée : Nancy, Presses Universitaires de Nancy, 1982, 626 pages.

Dès sa première édition (1966-1967), l'*Histoire politique* d'É. Will est apparue comme un indispensable instrument de travail, et a connu le succès qu'elle méritait. Cette nouvelle édition, considérablement augmentée (80 pages de texte supplémentaires pour le seul tome II, entraînant malheureusement la suppression des utiles « notices sur les auteurs anciens »), était parfaitement justifiée par l'importance non seulement des travaux, mais surtout des documents nouveaux apparus ces quinze dernières années. C'est donc elle qu'il faudra désormais utiliser et citer. L'auteur y manifeste toujours les mêmes qualités, d'exhaustivité (ou presque) dans l'information, de prudence dans la discussion, de ferme courtoisie dans la polémique. Il nous prévient

malheureusement qu'il n'y aura pas de 3e édition de sa main : « libre à quiconque, ajoute-t-il, de poursuivre le travail ; il n'y faut que de la patience ». C'est là, assurément, trop de modestie.

Jean-Louis FERRARY.

Carmine AMPOLO, Maria BONGHI JOVINO, Filippo CÀSSOLA, Bruno d'AGOSTINO, Martin FREDERIKSEN, Ettore LEPORE, Guido Achille MANSUELLI, Alfonso MELE, Mario TORELLI, Gabriella VALERA, *Dalla preistoria all'espansione di Roma, Storia della società italiana*, 1 : Milan, Teti, 1981, 487 pages in-8°.

S'ils ne tiennent que partiellement les promesses du titre (mais comment pouvait-il en être autrement? Cf. à ce sujet les réflexions préliminaires de E. Lepore qui souligne les difficultés de pareille entreprise), les divers chapitres de ce volume méritent toutefois de retenir l'attention du lecteur. Sur des questions qui sont au cœur de la recherche, ils constituent en effet d'utiles mises au point parmi lesquelles celle de E. Lepore (*I Greci in Italia*), de A. Mele (*I Pitagorici e Archita*) et, plus encore, le mémoire exemplaire de M. Frederiksen (*Le « gentes » romane e la conquista dell'Italia*) sont des acquis de première importance. A un niveau plus ordinaire, le reste du livre est lui aussi de bonne venue.

Jean-Claude RICHARD.

Giovanni BRIZZI, *I sistemi informativi dei Romani. Principi e realtà nell'età delle conquiste oltremare (218-168 a. C.)*, (Historia -Einzelschriften, 39) : Wiesbaden, F. Steiner Verlag, 1982, 1 vol. in-8°, XX-282 pages.

Des cinq chapitres de ce livre, le premier et le dernier tiennent les promesses du titre, les trois autres celles du sous-titre. Cette hétérogénéité est cependant plus apparente que réelle, dans la mesure où, tributaire dans la Rome républicaine comme ailleurs de la politique extérieure, la recherche du renseignement évolue en fonction de celle-ci. Aussi longtemps que ses rapports avec ses adversaires furent placés sous le signe d'une *fides* dont les exigences n'étaient pas sans évoquer un « code d'honneur » (*passim*), les techniques de l'espionnage, parce qu'elles relevaient de la *fraus*, n'eurent pas droit de cité dans l'*Urbs*. L'auteur tire sur ce point argument de l'épisode de Mucius Scaevola dans lequel il est enclin à reconnaître le souvenir du châtiment infligé en des temps anciens à quiconque se rendait coupable, à l'endroit d'un ennemi, d'un manquement à la *fides*. Il lui paraît donc que, tout au long des guerres qui lui permirent de dicter sa loi à l'Italie, Rome ne disposa que d'informations fortuites dont elle était le plus souvent redevable aux aristocraties locales acquises à sa cause.

Cette situation se modifia du tout au tout à partir de la deuxième guerre punique. Face à Hannibal, les Romains firent l'amère constatation de leur infériorité dans ce domaine. D'où l'apparition d'un nouvel état d'esprit sensible à partir de l'année 211, s'il est vrai qu'ils ne répugnèrent pas désormais à s'aider de traîtres dans la reconquête de l'Italie méridionale. Ses effets s'ac-

cusèrent pendant le demi-siècle qui suivit, les rapports de l'*Urbs* avec le monde grec et oriental se trouvant maintenant placés sous le signe d'un réalisme, voire d'un cynisme qui eurent pour effet de reléguer la *fides* au rang de simple slogan. La politique de « dissuasion » (*passim*) alors adoptée substitua à la notion de *bellum iustum* celle de guerre préventive. Bref, toutes les conditions se trouvaient réunies pour que la recherche du renseignement devînt nécessité vitale. Rome se mit donc à l'école d'adversaires (Philippe V, Antiochus III) mieux pourvus qu'elle en la matière. Souverains d'états alliés ici, factions pro-romaines ailleurs constituèrent autant d'antennes avec lesquelles des *legati* eurent la charge de maintenir le contact. La diplomatie de la *noua sapientia* fut donc autrement efficace que celle de la *fides*.

Telles sont ramenées à l'essentiel les idées maîtresses de ce livre. G. Brizzi gardera le mérite d'avoir placé sous un éclairage neuf des passages maintes fois lus et relus de Polybe ou de Tite-Live. Même si des digressions et des retours en arrière ralentissent parfois le cours de l'analyse, son travail représente une contribution intéressante à l'étude de la genèse des décisions prises par le Sénat dans le domaine de la politique extérieure, mais aussi de l'impérialisme romain.

Jean-Claude RICHARD.

Luciano PERELLI, *Il movimento popolare nell'ultimo secolo della Repubblica* (Historica, Politica, Philosophica, 11) : Turin, Paravia, 1982, 257 pages in-8°.

A la différence des travaux de C. Meier (s. v. *Populares*, *R. E.*, Suppl. X) et de J. Martin (*Die Popularen in der Geschichte des späten Republik*) centrés sur l'analyse du programme et des méthodes, le livre de L. Perelli (qui, sauf erreur de notre part, ignore curieusement la dissertation de J. Martin) est axé sur l'étude des groupes dont, avec ou sans fluctuations, l'appui alla au mouvement populaire.

Des deux parties qui le constituent (1. *Il conflitto tra « populares » e « optimates » nella tradizione antica* 2. *Traccia per una storia del movimento popolare*), la deuxième, agencée selon l'ordre des temps, est la plus riche. Dans la mesure où L. Perelli y souligne la continuité de préoccupations et de comportements d'une part, des échos qu'ils éveillaient en dehors de la classe politique de l'autre, l'image du mouvement populaire proposée dans son livre gagne en netteté par rapport à de plus anciennes. Que l'action des *populares* puisse se définir par une volonté d'affaiblir, sinon de faire éclater, en milieu urbain surtout, les contraintes inhérentes au système des clientèles est également une quasi-certitude. C'est dire que l'auteur est dans le vrai lorsque, tout en laissant aux ruraux leur primauté, il majore, par rapport à ses prédécesseurs, l'appui de la *plebs urbana* au mouvement populaire. Inversement, il évacue de manière trop rapide le problème de lois d'inspiration conservatrice malgré leur contenu « populaire », et se montre tout aussi expéditif en plusieurs circonstances, avec le témoignage de Cicéron. Enfin, même s'il est prêt à admettre que toute histoire est d'abord histoire de son temps, le lecteur ne pourra s'empêcher de penser que L. Perelli sacrifie parfois à

l'anachronisme, se condamnant du même coup à user de concepts dont certains sont en définitive assez peu opératoires (révolution, réforme, capitalisme, etc.).

Jean-Claude Richard.

La rivoluzione romana. Inchiesta tra gli antichisti (Biblioteca di Labeo, VI) : Naples, 1982, in-8°, VII-355 pages.

Ce volume regroupe les éléments de réponse apportés par trente-trois savants à une question dont les suggestions d'A. Guarino dans un fascicule récent de la revue *Labeo* et le colloque dernièrement organisé à Oxford en l'honneur de Sir R. Syme soulignent l'actualité. Quoique mis en garde par son sous-titre, le lecteur ne laissera pas d'être surpris par l'hétérogénéité de l'ensemble qu'il ne saurait imputer seulement à l'absence d'un article de synthèse destiné à dégager points de convergence et points de divergence. Ces « contributi » souffrent en effet d'un vice de conception dans la mesure où la notion de crise du régime républicain n'est pas superposable à celle de révolution. En d'autres termes le regroupement qui a été adopté selon qu'ils s'articulent autour de l'une ou de l'autre ne confère à l'ensemble qu'un semblant d'unité : cf. par exemple le mémoire intitulé *La carriera di Scipione nella guerra annibalica* qui, sans préjuger ici de son intérêt, aurait pu ne pas y trouver place.

Si, dans leur majorité, les collaborateurs de ce volume considèrent à juste titre que le concept de révolution est inapplicable à la conquête du pouvoir par Octave, les définitions qu'ils en avancent sont le plus souvent imprécises. Trop d'articles ignorent le témoignage et la terminologie des anciens au profit de travaux récents de caractère trop général pour que le bénéfice de cette conversion saute aux yeux du lecteur. D'autres sont entachés tantôt d'inexactitudes, tantôt d'affirmations rebattues, tantôt de précisions qui ne s'imposaient pas (cf. p. 16, l'article d'un savant étranger qui s'exprime en français comme suit : « ... le rapport... était de 25 à 2 jugerums (*sic* !), c'est-à-dire de 12, 5 à 1 ».

Restent quelques contributions dont la lecture est un régal. Nous pensons aux considérations méthodologiques éclairantes de C. Nicolet (*Legittimità di un interrogativo*), aux réflexions pénétrantes et nuancées d'A. Michel (*Cicerone e l'idea di rivoluzione*), à l'étude historiographique de M. Raskolnikoff (*La « rivoluzione romana » e gli storici sovietici*) et à l'analyse probante de M. Martina (*Le clientele piratiche di Pompeo*).

Jean-Claude Richard.

Emilio Betti, *La crisi della Repubblica e la genesi del Principato in Roma*, a cura di Giuliano Crifò, con una Presentazione di Emilio Gabba (Pontificium Institutum Utriusque Iuris Studia et Documenta, 5) : Rome, Pontificia Universitas Lateranensis, 1982, XXI-591 pages in-4°.

Connue par les seuls extraits qui en avaient été publiés dans plusieurs périodiques italiens, cette « dissertazione di laurea » soutenue en 1913 marque

une date dans l'historiographie de la crise républicaine et de l'avènement du régime impérial (133-23 avant J.-C.). L'originalité de cette somme tient au caractère unitaire et systématique de l'interprétation que son auteur nous y propose. Le seul critère déterminant à ses yeux est le critère juridico-constitutionnel. La rançon de ce choix est qu'E. Betti réduit à la portion congrue, quand il ne les ignore pas, les données politiques, économiques et sociales.

Ramenée à l'essentiel, sa théorie peut se formuler comme suit : la crise à laquelle la République devait succomber va de pair avec l'impossibilité, pour des institutions conçues à l'intention d'un « état-cité », de s'adapter au cadre d'un « état-empire ». Alors que, jusqu'au IIe siècle, la liberté (du sénateur plus que du simple citoyen) s'était continuellement affirmée au détriment de l'*imperium* des magistrats (au sens large de ce mot), cette évolution s'inverse à partir de 133, sous les coups que *tr. pl.* et proconsuls portent à l'édifice élevé par leurs prédécesseurs. Coups d'état révolutionnaires et contre-révolutionnaires (depuis Sylla) ont en commun l'illégalité des moyens mis en œuvre par leurs auteurs et les aspirations de ceux-ci à la « monarchie » ou pouvoir personnel dont il est évident pour E. Betti que César jeta les fondations au profit d'Octave.

Le goût de l'auteur pour les jugements de valeur est évident dès les premières pages de son livre. Sa dette à l'endroit de l'historiographie antique ne saurait suffire à expliquer cette particularité. La *Présentation* faite par E. Gabba de l'ouvrage en souligne l'originalité, mais aussi les faiblesses : cf. p. VIII-X, à propos de certains concepts fondamentaux dans la perspective de l'auteur. Remercions G. Crifò d'avoir permis l'édition d'un travail mal connu en-dehors de l'Italie, d'inspiration personnelle, mais dont, en l'absence d'index, la consultation reste encore difficile.

Jean-Claude RICHARD.

Christian MEIER, *Caesar* : Berlin, Verlag Severin und Siedler, 1982, 591 pages, dont un index.

Cette remarquable biographie de César est destinée au grand public. L'auteur qui fonde sa documentation sur une bibliographie (p. 581-583) trop strictement allemande n'use d'aucune note et ne fournit aucune référence de ses citations. Est-ce un réflexe scolaire que de le regretter? Il semble qu'un extrait d'une lettre de Cicéron est plus révélateur, quand une date précise l'accompagne. Et un discours aussi, quand il s'agit, notamment, du *De prouinciis consularibus*. En revanche, l'illustration, fondée en grande partie sur la numismatique, est vraiment éclairante, en dépit de l'insuffisance des cartes.

L'ouvrage consacré à l'un des plus grands héros de l'Antiquité fait-il place à un *flash back*? Après tout, les Anciens pratiquaient déjà l'*husteron proteron*. Toujours est-il que cette vie de César commence par le passage du Rubicon. C'est une manière de rendre sensible l'opposition, le conflit entre une faction sénatoriale attachée aux formes d'une république mourante et l'homme vraiment nouveau qui allait se saisir des pouvoirs. Qu'on se demande, en effet, ce qu'eût été César sans la guerre civile? Le conquérant de la Gaule revenant sagement prendre place au Sénat? Un ancien gouverneur des Gaules

réduit à la défensive et, peut-être, à l'exil par les attaques judiciaires de ses ennemis? Chr. Meier a le mérite de susciter la réflexion, et le début de cette biographie pose d'emblée le problème des rapports entre César et Rome, les deux réalités entre lesquelles le Sénat n'est guère plus qu'une apparence. Mesurée à cette échelle de l'histoire constitutionnelle, la guerre des Gaules ne prend qu'une importance secondaire : elle apparaît comme un moyen pour le proconsul d'accéder à de plus hauts destins (p. 272 à 384). Mais peut-on dire (p. 316) que César et ses soldats, tels que les a façonnés la conquête de la Gaule, sont des postes particulièrement positifs dans le bilan de Rome? N'est-ce pas voir d'une réalité brutale qu'une apparence, celle qui séduit, alors que cette belle armée qui faisait peur à Cicéron et, sans doute, à d'autres esprits clairvoyants, fut l'instrument de la guerre civile?

Les *Commentaires* et la critique des *Commentaires* posaient de gros problèmes au biographe. Fallait-il traiter du *Bellum Gallicum* et du *Bellum ciuile* séparément, au moment de la publication de chacun et donc après les ides de mars pour les seconds commentaires? Mais la biographie ne risquait-elle pas de s'empêtrer dans les questions de publication, datation, déformation historique? La solution est habile. L'auteur traite de « César et la guerre dans le miroir des *Commentarii* » (p. 309-321) dans un chapitre placé entre les deux premières années de campagne (58 et 57 ; p. 288-309) et les événements qui se déroulèrent de 56 au début de 52 : renforcement politique de Pompée, entrevue de Lucques, expéditions en Germanie et en Bretagne, mort de Clodius. Pour une biographie, ce va-et-vient est justifié, tout autant que les allées et venues saisonnières du proconsul en Cisalpine. Mais dans cet éclairage les problèmes du *Bellum Gallicum* perdent de leur acuité. Certes, reconnaît Chr. Meier, César a écrit ses *Commentaires* dans une intention de propagande et la tendance apologétique peut aller jusqu'à une sorte d'immoralité (p. 309-310). Toutefois, le mémorialiste a eu aussi un dessein documentaire : il s'est montré, sinon comme il fut en réalité, du moins tel qu'il voulait être. Dans son *Bellum Gallicum*, César ne se défendait pas, il s'affirmait. L'auteur fait trop bon marché des structures littéraires qui prouvent à l'évidence que la volonté apologétique est une dominante de l'œuvre, mais il tire du récit césarien un tableau de César en action ; il montre le dynamisme avec lequel l'imperator, conquérant, passait d'une guerre à l'autre, et, narrateur, affirmait sa résolution de pousser plus loin la conquête, la traitant implicitement comme allant de soi (p. 314 sqq.). Ainsi, César tendait à éliminer de son récit tout ce qui était politique pour ne représenter que l'action ; il engageait ses lecteurs comme il avait engagé ses soldats (p. 318). La manière dont Chr. Meier tire parti du *Bellum Gallicum* est si habile que la difficulté surgit quand il y a une source parallèle. C'est le cas pour le *Bellum ciuile* : là où un historien grec (Plutarque?) nous apprend qu'après la défaite de Dyrrachium, l'imperator passa une nuit sans dormir, à se tourmenter et à regretter, le *Bellum ciuile* déclare simplement que César renonça à son plan précédent et adopta un nouveau *consilium*. La tradition parallèle a noté les hésitations et les scrupules de César avant le passage du Rubicon. Chr. Meier estime que cette confession eût été déplacée dans la stylisation des *Commentaires*. Non sans raison, mais le problème est aussi que dans le livre I du

Bellum ciuile, le mémorialiste a traité par prétérition la violation de la frontière constitutionnelle.

Il y a des termes dont le biographe use avec prédilection : structure, « constellation », agissements (*Handlungen*). En effet, la biographie de César est replacée non seulement dans un environnement historique mais dans une réflexion politique. Comment le pouvoir d'un seul a-t-il pu se substituer à une république? Il importe, assurément, de considérer la situation exceptionnelle, voire singulière de l'État romain qui devait gouverner un empire mondial alors qu'il reposait sur des institutions établies pour une cité gérant un territoire restreint. L'explication n'est pas inédite mais on appréciera l'analyse de Chr. Meier qui montre (p. 241 sqq.) comment entre « la politique de tous les jours » et « la politique d'État » s'établit une coupure qui crée une véritable schizophrénie de la république. Des sénateurs, les uns se désintéressent des grandes questions pour consacrer leurs soins à leurs viviers, les autres, plus rares, s'attachent aux grandes décisions qui peuvent apporter du profit. Telle est la *Res Publica Amissa* dont l'auteur a traité en 1966,

Ces raisons, déjà connues, ne suffisent pas à expliquer pourquoi, à un certain moment, César franchit le Rubicon ; pourquoi il finit par gouverner Rome. C'est ici qu'intervient une conception de la causalité historique : des actions, indifférentes dans une période antérieure, deviennent sous certaines conditions autant d'impulsions dans un processus de changement. L'auteur prend pour exemple la procréation des enfants, phénomène sans portée historique au XVIII^e^ siècle (?) et devenu dans la situation contemporaine cause d'une crise extrême dans les pays en voie de développement. Ainsi, à Rome, ceux qui voulaient parcourir le *cursus honorum* faisaient-ils des largesses au peuple et lui donnaient du théâtre et des jeux. Vers la fin de la République, ces procédés habituels depuis des décennies, accroissaient désormais dangereusement la corruption civique et donnaient des impulsions supplémentaires au mouvement et au changement. Par un effet cumulatif, de petits faits qui s'additionnent peuvent constituer un facteur puissant de mutation. Peu à peu, la situation historique a, elle aussi, changé : des agissements, des besoins, des positions individuelles constituent un ensemble nouveau, une « constellation », une structure politique telle qu'un événement doit surgir.

La nouveauté fut l'irruption de César franchissant le Rubicon. Mais que serait-il arrivé s'il n'y avait pas eu de César? L'auteur fait sienne la réflexion de Montesquieu : « Si César et Pompée avaient pensé comme Caton, d'autres auraient pensé comme firent César et Pompée et la République, destinée à périr, aurait été entraînée au précipice par une autre main » (*Considérations...*, chap. XI, 2, cité p. 421). La « constellation », la structure d'un moment historique créent des rôles à jouer : en 49, il y en avait un pour César, un pour Pompée ; chacun remplit le sien, mais s'ils n'avaient pas été là, un autre gouverneur de province aurait cherché à s'emparer du pouvoir, un autre *imperator* se serait déclaré le champion du Sénat.

Le fait est — et Chr. Meier le rend particulièrement clair — que la société romaine n'avait pas d'alternative politique. Les citoyens vivaient et agissaient dans le cadre d'une république sénatoriale et, apparemment, nul

d'entre eux n'a imaginé une autre constitution (p. 249). Ici aurait été bienvenue une analyse du *De re publica* de Cicéron et de sa confiance dans une tradition politique nationale qui combinait — si heureusement à son gré — la monarchie, l'aristocratie et la démocratie. N'y avait-il pas une alternative cicéronienne? Mais, malgré l'intérêt que suscita la publication, personne n'adhéra à cet idéal parce qu'il aurait requis trop de vertu et de désintéressement. L'auteur aurait pu rappeler aussi le rejet de l'idée de royauté, ancré si profond dans la mentalité collective des Romains. En tout cas, d'après Chr. Meier, César, lorsqu'il franchit le Rubicon, n'avait aucun programme (p. 438) : il marchait sur Rome pour régler un conflit personnel et exiger qu'on lui reconnût, comme à un autre, son droit à un deuxième consulat. Chr. Meier souligne que pour César ses adversaires n'étaient que des *inimici*, tandis que ses adversaires, eux, le regardaient comme un ennemi de guerre, *hostis*, et même comme un nouvel Hannibal. N'était-ce pas le lieu de citer, en la datant, une lettre de Cicéron et, peut-être d'introduire, dans ce jeu des petites causes et des grands effets, la considération de la morale et de l'*honestum*? Ce complément n'eût pas été inutile dans la leçon d'art politique proposée par ce grand livre. En effet, l'histoire d'une république décadente qui abandonne le pouvoir à un homme fort, éveille, immanquablement, de part et d'autre du Rhin, de proches réminiscences.

Michel Rambaud.

Laurence Keppie, *Colonisation and Veteran Settlement in Italy, 47-14 B. C.* : Rome, British School, 1983, 4°, 236 pages, 10 fig., 8 pl.

Cette thèse, dirigée par A. N. Sherwin-White, réélaborée à la suite de séjours italiens, comporte une partie synthétique sur l'identification et la datation des colonies ; les soldats et les vétérans, les programmes successifs de déductions (César, 47-44, les lendemains de Philippe, 41, de Nauloque, 36, d'Actium, 30, le milieu du règne d'Auguste), les modalités (arpentage, lotissement, tirage au sort, installation), l'impact politique, économique et social. Une seconde partie regroupe une cinquantaine de monographies urbaines par régions.

Sur ce problème fondamental pour l'Italie qui a concerné 130 000 vétérans et 50 villes, l'auteur a réexaminé, après Mommsen, Pais, Gabba, Brunt et Schneider, l'ensemble des témoignages littéraires (Pline l'Ancien, le *Liber Coloniarum*, les *Gromatici*), épigraphiques (corpus de 97 textes), numismatiques, archéologiques (des tombeaux de vétérans au décor caractéristique aux traces de centuriation), les conséquences sociales et économiques sur les villes et les campagnes. Cet impact fut durable (épilogue sur les déductions tardives). Un phénomène d'une telle ampleur a suscité les passions et donc des interprétations déformées et volontiers péjoratives. L'auteur estime au contraire et, nous le pensons, à juste titre, que beaucoup de vétérans, soucieux de leur promotion sociale, se sont insérés dans la vie municipale et ont su faire fructifier leur domaine. Cet ouvrage constituera un utile instrument de référence, bien à jour (corpus de textes, liste de colonies, esquisses cartographiques).

R. Chevallier.

Mario PANI, *Principato e società a Roma dai Giulio Claudi ai Flavi*, Dipartimento di scienze dell'antichità dell'Università di Bari, Sezione storica, Documenti e Studi 3 : Bari, 1983, 173 pages, 4 *indices*.

De l'aveu même de son auteur, le livre de Mario Pani qui paraît dans la collection des Documenti e Studi de l'Université de Bari ne prétend pas tirer de conclusions générales. Les trois études qu'il présente ici font suite à un autre ouvrage précédemment paru sous le titre de *Tendenze politiche della successione al principato di Augusto*, Bari, 1979. Fidèle à sa méthode, l'auteur, avec grande attention, cherche à préciser les rapports qu'entretiennent les événements politiques, tels qu'ils nous ont été rapportés par les historiens antiques, avec la réalité sociale et les valeurs qui en sont l'expression. Le titre sous lequel sont regroupées ces trois études ne permet pas cependant de se faire immédiatement une idée claire de la période envisagée. Plus encore qu'aux Julio-Claudiens proprement dits ou aux Flaviens, c'est à la période charnière qui va des dernières années du règne de Néron à l'avènement de Vespasien, que sont consacrées ces analyses.

La première, suite d'une réponse à l'article de Monique Dondin-Payre sur la *novitas* à la fin de la République, montre qu'il faut attendre la crise de 68-69 après J.-C. pour qu'apparaissent des hommes nouveaux à la tête de l'Empire. Après un rapide tour d'horizon des tentatives de la *nobilitas* pour s'emparer du pouvoir des Julio-Claudiens, l'auteur voit dans la conspiration de Pison la première manifestation de valeurs propres à la *novitas*, telles que *virtus* personnelle et *industria* qui effectivement triompheront avec Othon et Vitellius. En ce sens, l'échec de Galba serait significatif d'un certain recul de l'idéologie de la *nobilitas*, fondée sur la *claritas*, et de la perte de son influence en face de nouvelles formes sociales qui se développent alors au sein de l'armée et des provinces. L'accession au principat marque ainsi la position sociale d'une famille au sommet d'une *nobilitas* dès lors fondée sur la *virtus*. Le choix des dieux permet en outre au candidat de modeste origine d'échapper à la hiérarchie traditionnelle et de légitimer sa vocation au pouvoir. De là les tentatives de Vespasien en particulier pour affirmer un charisme d'origine divine ; de là aussi l'accent porté sur la conception morale de l'idée monarchique.

La seconde étude porte sur les concepts de *laetitia* et de *tristitia* pour analyser leur valeur polémique dans la vie politique des dernières années du règne de Néron. C'est l'occasion pour l'auteur de remonter aux origines de l'idée monarchique et de ses développements depuis l'influence épicurienne caractéristique de l'époque augustéenne et, à partir de certains thèmes de la *laus Pisonis* et de Sénèque, de replacer dans leur contexte polémique les principales valeurs héritées de la fin de la République. Là encore, la crise de 69 sert de révélateur à une réaction complexe contre la *levitas* et la *luxuria* néronienne, mais aussi contre la *gravitas* et la *nimia severitas* de la fraction de l'opposition qui portera Galba au pouvoir. L'ensemble conduira plus tard à une définition antonine du principat fondée sur l'*humanitas*. L'analyse, souvent très touffue et qui prend en compte des aspects aussi divers que la recherche d'un nouveau classicisme en littérature et l'évolution des

thèmes picturaux, est de ce fait difficile à résumer et demanderait parfois, de la part de l'auteur, de plus amples développements. Un appendice sur les discours chez Tacite cherche à asseoir un peu plus leur valeur en tant que source historique sur les mœurs politiques.

Reprenant pour finir la plupart des thèmes évoqués dans les deux études précédentes, l'analyse de la prise du pouvoir des immédiats successeurs de Néron se distingue de celles de M. Rostovzef et de G. E. F. Chilver. L'auteur y voit une crise marquée à la fois par une recomposition des classes sociales autour de la réinterprétation des valeurs traditionnelles (opposition entre *novitas* et *antiquitas*, thématique de l'*Aeternitas rerum* et valeurs augustéennes) et par les divisions internes aux forces politiques et militaires. Si la tentative de Galba procède d'un effort de restauration du pouvoir de la part de la *nobilitas* traditionnelle, la rébellion othonienne et vitellienne, tout en cherchant à se concilier cet appui traditionnel, traduit en outre la division entre chefs et soldats, entre prétoriens et plèbe urbaine d'un côté, légions de l'autre. Le succès de Vespasien viendra de ce que le futur empereur, profitant de l'appui des milices urbaines et de ses propres forces en Orient, saura utiliser ces divisions les unes contre les autres pour faire surgir une nouvelle solidarité qui, à partir des valeurs traditionnelles, mènera une nouvelle classe politique à la tête de l'Empire.

Unité thématique donc, mais aussi unité de présentation dans la forme adoptée et les renvois d'une étude à l'autre. L'existence d'*indices* en fin de volume facilite la consultation. L'index thématique proposé est certes sommaire, mais sa division en rubriques générales, ensuite détaillées, le rend clair et pratique. Une bibliographie récente et concise ne se limite pas aux classiques sur la question mais touche aussi des points précis. Il y a malheureusement quelques imprécisions sur les lieux et les collections de publication des ouvrages mentionnés, et quelques fautes, sans gravité dans les titres, plus gênantes quand il s'agit d'un nom d'auteur. L'ensemble cependant est très documenté, riche et souvent clair, quoique l'on puisse déplorer parfois que l'auteur n'ait pas développé plus en détail des analyses originales et déjà touffues.

M. Royo.

Francesco Lucrezi, *Leges super principem. La « monarchia costituzionale » di Vespasiano* (Pubblicazioni della Facoltà Giuridica dell'Università di Napoli, CXCV) : Naples, Jovene, 1982, 282 pages in-8°.

La question à laquelle F. Lucrezi s'est proposé d'apporter une réponse peut se formuler comme suit : comment Vespasien fonda-t-il en raison le pouvoir qu'il avait conquis par les armes? Du plan des faits (cf. les deux premiers chapitres), sa démarche conduit donc tout naturellement le lecteur à celui de l'idéologie et du droit (chapitres 3-7).

En sa qualité d' « *homo nouus* » étranger aux Julio-Claudiens, Vespasien ne pouvait se réclamer du principat à fondement d'*auctoritas* qui avait fait les frais de la crise de 68 et de la *damnatio memoriae* décrétée à l'encontre de Néron. Il se trouvait dans la nécessité d'asseoir son pouvoir sur des bases

nouvelles. C'est ainsi qu'il fit coïncider son *dies imperii* avec l'acclamation qu'il avait reçue de ses troupes à Alexandrie, le 1er juillet 69, date qu'il devait également retenir dans le décompte des années de sa *tribunicia potestas*. En mettant par ce biais l'accent sur l'origine militaire de ses pouvoirs, il dévaluait le rôle dévolu en la matière au Sénat et au peuple.

Dans cette perspective, F. Lucrezi se refuse à voir dans la *lex de imperio Vespasiani* une loi « tralatice » d'investiture impériale, puisque le principat à base d'*auctoritas* venait de perdre ses droits. Ce texte unique en son genre innovait selon lui en ce qu'il regroupait pour les conférer *globalement* une série de pouvoirs expérimentés à des degrés divers dans un proche passé. Mais, tout en étant le seul maître de l'État, l'empereur était tenu de respecter les lois, sauf celles que ses prédécesseurs avaient été expressément dispensés d'observer (clause 7). D'où le titre du livre emprunté à Pline, *Paneg.* 65, 1.

Bref un livre novateur (malgré des longueurs en sa première partie surtout), non dénué de force démonstrative, mais qui ne fera pas l'unanimité : en écartant trop rapidement les témoignages qui donnent quelque consistance à la théorie d'une *lex de imperio* « tralatice » antérieure à Vespasien, F. Lucrezi s'est exposé à coup sûr à la critique.

Jean-Claude Richard.

Maria Laura Astarita, *Avidio Cassio* : Roma, 1983 (Edizioni di Storia e Letteratura), 224 pages.

La tentation avortée d'usurpation d'Avidius Cassius marque une première rupture dans la sérénité du « siècle des Antonins ». Elle révèle, dans l'armée et la haute administration, entre l'Orient et l'Occident, des tensions internes qui annoncent déjà la fin prochaine du règne de Marc-Aurèle. Elle est un prodrome inquiétant de la grande crise de l'Empire, et d'abord de la mutation marquée par l'avènement des Sévères. C'est dire l'enjeu de cette remarquable monographie, où tant d'hypothèses lucidement évaluées et argumentées ne peuvent se fonder que sur un nombre réduit de textes — dont ceux des *S. H. A.* sont à la fois privilégiés et mal assurés. Mais il est vrai aussi que, sur nombre de points, les découvertes épigraphiques ont étendu et renouvelé notre connaissance des hommes et des événements de cette période.

Le projet est clairement défini. Aucun auteur moderne n'ayant abordé pour lui-même, et en totalité, le personnage de l'usurpateur et sa carrière tragiquement brisée, M. L. Astarita se propose « dans la mesure du possible une reconstruction exhaustive du personnage, et cherche à mettre en lumière le rôle qu'il a joué dans les événements de la seconde moitié du second siècle, en amorçant d'avance, par son action, les solutions historiques de la dernière décennie du siècle ». Cette phrase reflète aussi les qualités de l'étude qu'elle introduit : exigence, netteté, prudence du *non liquet* là où il demeure irréductible. Mais ce ne sera jamais faute d'avoir tenté, devant tous les problèmes abordés, de déployer toutes les ressources de la réflexion et de l'érudition.

Premier volet : une prosopographie très détaillée aboutit d'abord à un

tableau généalogique, et à une reconstitution chronologique de la carrière d'Avidius, depuis ses premières armes en Égypte ou dans une province orientale, jusqu'à cet exercice de l'*imperium maius* sur tout l'Orient que Marc-Aurèle lui confère, comme à son homme de confiance, avant de repartir guerroyer sur les frontières d'Occident. Entre bien d'autres détails très suggestifs, on retiendra les affinités d'Avidius avec des familles orientales de la plus haute noblesse : il y a là comme une prédestination à la tentation de s'emparer totalement et seul du pouvoir suprême ; elle n'est pas indifférente, parmi les causes personnelles (il y en a d'autres) de l'usurpation.

Le panneau central de la carrière d'Avidius, comme de la présente étude, couvre les six années de 169 à 175, de la mort de Vérus à l'usurpation. Les sources littéraires se bornent à nous renseigner sur Avidius, dans ces années, pour ce qui touche à la « révolte bucolique » en Égypte, et à son habile répression par la diplomatie et l'autorité militaire d'Avidius. Mais l'arrière-plan historique de cette phase de sa carrière ne nous est pas, pour autant, inconnu : dévastation de la Grèce, et même du sanctuaire d'Éleusis, par les *Costoboci* ; célèbre « miracle de la pluie », revendiqué contradictoirement par les païens et les chrétiens : mais il paraît certain que Marc-Aurèle tenta d'en « récupérer » le prestige, à la fois religieux et politique, au profit d'un affermissement de son pouvoir, en particulier auprès du sénat. M. L. Astarita cerne de près les données authentiques de lieu, les noms des unités et de leur chef, même à travers la pseudo-lettre de Marc-Aurèle conservée entre les deux *Apologies* de Justin. Elle situe les composantes « linguistiques, raciales, culturelles » de la « révolte bucolique », et voit dans la réussite d'Avidius affronté à cette rébellion un indice de probabilité en faveur de sa connaissance ancienne de l'Égypte — et donc de la complexité de la population et des problèmes posés. Il se pourrait bien qu'Avidius ait fait ses premières armes en Égypte. Mais là comme ailleurs, M. L. Astarita se borne à rassembler et proposer des indices convergents, sans prétendre avoir apporté une démonstration convaincante et en forme.

L'usurpation occupe le dernier volet du triptyque. Drame bref, puisqu'Avidius Cassius tombe sous les coups d'un soldat avant même que Marc-Aurèle ait pu parvenir à Alexandrie, où le gouverneur d'Égypte avait donné le signal de l'usurpation. Mais drame lourd d'implications privées et publiques, militaires et politiques, et qui prêta aussitôt à des spéculations ou, comme dirait Tacite, à des *rumores*, où il est difficile de démêler la vérité et la fiction du contenu factuel. Le rôle de Faustine, par exemple, qui mourut mystérieusement sur la route d'Égypte où elle accompagnait Marc-Aurèle en marche vers les révoltés ; le ralliement à l'usurpation de toutes les provinces au sud du Taurus, par une coalition d'intérêts et de peuples divers, dont l'écheveau est difficile à entrevoir dans tous ses fils. Mais l'usurpation suppose des complicités au sénat, dans l'armée, aux côtés même du prince, et plus clairement encore dans les milieux orientaux, dont l'affirmation « régionale » (pour ne pas dire, anachroniquement, « nationaliste ») se manifestera plus gravement encore dans le cours du siècle suivant.

M. L. Astarita suit d'aussi près qu'elle le peut la reconstruction des faits et leur chronologie, elle distingue avec sang-froid et minutie le possible

du probable, donne clairement sa vision du personnage et de la personne de Faustine, et de son rôle dans la crise politique aussi bien que dans le ménage impérial — qui ne fut point sans orages. Elle juge « non invraisemblable » l'insinuation de Dion Cassius sur un suicide de l'impératrice. Elle situe aussi de manière intéressante les œuvres apologétiques d'Athénagore, Miltiade, Tatien, dans le cadre de cette grave crise politique de l'Orient grec, qui n'a pu laisser indifférents les chrétiens. Elle se demande même si celle-ci n'a pas été une composante non négligeable de la conjoncture historique par laquelle s'expliquent les martyres de Lyon. Les relations complexes de Marc avec les divers courants de l'hellénisme sont finement analysés dans les dernières pages de ce chapitre. Le retour de Marc en Grèce, après la disparition brutale d'Avidius, tend à « souligner la primauté de la grécité sur l'émergence de l'orientalisation, représentée par Avidius Cassius ».

On lira plus qu'avec intérêt, avec plaisir, ce livre nuancé, ouvert, plein d'hypothèses ingénieuses, mesurées, consciemment avancées comme telles. Autour de cette usurpation éphémère, se trouve évoqué avec précision tout un monde d'intérêts contrastés, et mis en place les grands problèmes de la fin du règne de Marc. Deux appendices : le premier reconstitue l'itinéraire par lequel Marc a gagné l'Orient pour y faire face à l'usurpateur ; le second est, à soi seul, un petit essai nuancé sur la valeur documentaire de Dion Cassius et de l'*Histoire Auguste*. Trois index (sources, auteurs modernes, personnages antiques) achèvent de faire de l'ouvrage un bon instrument de travail. On trouvera aussi dans les notes, souvent abondantes, des « états » personnels des diverses questions abordées avec tant de curiosité et de précaution.

Jacques FONTAINE.

A. CHASTAGNOL, *L'évolution politique, sociale et économique du monde romain (284-363)* : Paris, 1982, 394 pages.

Ayant eu ailleurs à discuter d'une façon plus technique de certains aspects de ce livre, nous voudrions ici dire surtout à quel point il serait bon que les latinistes le connaissent. Entre 284 et 363, après la crise du III^e^ siècle, sont mises en place des structures qui vont permettre à l'Ouest une survie de 150 ans. Il importe donc de saisir, par-delà le déroulement des événements, les pièces maîtresses du système. Parce qu'il domine la documentation, non seulement littéraire mais encore épigraphique et juridique, A. Chastagnol sait pondérer les différentes articulations du pouvoir politique, militaire et économique, en insistant sur l'émergence de nouvelles catégories sociales. Il suffira d'un seul exemple pour le manifester. Après 363, tout commence à se figer dans une armature d'impératifs et de réglementations. Les historiens précédents avaient placé l'accent sur les grandes réformes de Dioclétien et de Constantin dans le domaine de l'armée, de l'impôt, de la monnaie ; ils avaient, bien sûr, valorisé l'Édit de Milan et la fondation de Constantinople. Mais de 330 on se hâtait de passer à 360. A. Chastagnol suspecte l'importance de ces décennies intermédiaires et il en donne la preuve, en précisant les contours d'un fait qui, a priori secondaire, va en réalité transformer

l'Empire : la bureaucratie. Ce sont en effet les fils de Constantin qui installent cette autorité, en quelque sorte, parallèle. Très vite, tant au sommet qu'au niveau des provinces et des cités, elle accaparera les leviers de commande : les fonctions auliques qui se multiplient sont incluses dans le *cursus* des clarissimes ; une grille indiciaire des annones est constituée pour l'ensemble du personnel civil ; les *scrinia* gonflent leurs effectifs : en 362, 70 *officiales*, fils de décurions de Timgad, servent à Carthage ou à Constantine le vicaire et le préfet de l'annone d'Afrique, le consulaire et le *rationalis* du fisc de Numidie. Bref, militarisée, la masse des bureaux devient la seconde « main » de l'Empereur, car la *manus armata* des soldats se double de la *manus inermis* des membres des *officia*.

Sur ces années de transition, durant lesquelles règnent les Constantinides, il y a sans nul doute encore à travailler beaucoup. Nous sommes persuadé, quant à nous, que la terrible inflation qui se déchaîne de 348 à 354, pire par son ampleur que celle du IIIe siècle, a ses racines dans les conflits postérieurs à 340. D'ores et déjà cependant A. Chastagnol montre la voie où s'engager. Ses pages, limpides, sur de difficiles questions fiscales ou administratives, invitent à ne pas se décourager devant l'effort, même s'il convient de réintroduire, à titre de composantes essentielles, les données, ici volontairement écartées, de la vie religieuse et culturelle.

J.-P. CALLU.

Raymond CHEVALLIER, *La romanisation de la Celtique du Pô. Essai d'histoire provinciale* (B. É. F. A. R., vol. 249) : Rome, École française, 1983, 643 pages, 70 pl., 154 ill., cartes.

Cet imposant volume « constitue le cœur d'une thèse d'État » que l'auteur a soutenue en Sorbonne, en 1979. Les problèmes de topographie et de géographie historiques ont fait l'objet d'un volume à part portant le même titre, avec l'ajout : *Les données géographiques. Géographie, archéologie et histoire en Cisalpine* (Paris, Les Belles Lettres, 1980, 173 p., ill.). L'Avant-Propos (p. VII-XI) rappelle les très grands axes thématiques du premier volume (importance du Pô ; étude protohistorique des régions padanes ; armature chronologique ; polyvalence des sources à exploiter). La première partie (p. 3 sqq.) s'intitule *Le cadre de l'existence*. Elle évoque la voirie, la navigation, les ports, les centuriations et leur évolution (Rimini, Plaisance, Bologne, Parme e. a.), leur signification pour la romanisation (« Rome a vu grand pour ses méthodes d'occupation des sols : elle a procédé par vastes ensembles et pratiqué, avant la lettre, ce que nous appelons planification régionale, mais, face à certaines provinces, l'Italie du Nord apparaît comme un terrain expérimental ...», p. 75) ; la chronologie, générale et particulière ; l'urbanisation : portes, enceintes, sanctuaires, arcs, basiliques, salles de spectacle (témoins essentiels de toute romanisation), résidences, nécropoles (« Malgré une planification sensible, chaque ville possède sa physionomie propre », p. 155) ; vie rurale : la villa. Deuxième partie (p. 177 sqq.) : *Société et économie* ; les Cisalpins (brassage d'éléments ethniques divers) ; démographie, métiers (cf. p. 211 sqq...), cursus (cf. p. 226 sqq...) ; cultures, propriété, pêche, chasse,

carrières, industrie, céramique, commerce ; civilisation : langue, inscriptions (tableaux p. 312 sqq...), littérature (e. a. Catulle, Nepos, Virgile, Tite-Live, les Pline) ; les grandes régions artistiques (p. 350 sqq.), les ateliers (mosaïque, bronzes, verres, bijoux, etc.) ; la religion (cultes grecs, rètes, vénètes, illyriens, celtiques, romains, orientaux) ; *Padani mores* (p. 503 sqq.) : phénomènes d'opinion ; idéal de vie : famille, 'engagements'. Conclusions (p. 519 sqq.) : « Foyer de l'Europe », puisque « indispensable liaison spatiale entre la 'botte' et le continent », apprentissage de liens avec le Nord et le Nord-Ouest, des systèmes très modulés d'abord des étrangers, préfiguré par les itinéraires protohistoriques transcontinentaux. « Champ d'expérience pour la romanisation de l'Europe, un 'modèle', au sens quasi mathématique... », la plaine du Pô n'a jamais abdiqué ce rôle exemplaire. Annexes : liste alphabétique des habitats antiques de la 8e région (p. 527 sqq.), de la 9e région (p. 531 sqq.), de la 10e région (p. 537 sqq.) ; tableaux administratifs (par régions), p. 553 sqq. ; relevé des trésors monétaires (p. 561 sqq.) ; *index* (p. 573-629). Les renvois bibliographiques (d'une grande précision, abondants et topiques, rarement déparés par quelques coquilles dans les références à des ouvrages allemands) se trouvent sur la page même. — Le défaut commun de notre époque étant de se perdre en cent directions, diverses et parfois mineures (sous prétexte de spécialisation !), l'on se réjouira d'emblée de cette monumentale synthèse qui ne craint pas de tenter un vaste essai de coordination de disciplines nombreuses, et qui n'entrent pas, d'habitude, dans la compétence d'un seul chercheur. Il est vrai que si l'on connaît la bibliographie de celui-ci et que l'on a suivi son itinéraire personnel et scientifique durant ces vingt-cinq dernières années, l'on sait que tout convergeait vers ce travail-ci : recherches sur les centuriations, sur les rapports entre l'habitat et la société, les métiers, la littérature, l'épigraphie, l'iconographie, la topographie (l'auteur a édité la feuille M 31 de la *Tabula Imperii Romani*), direction de travaux très consciemment orientés, séjours fréquents sur place, participation aux travaux des instituts italiens, etc. Bien sûr, nul à lui seul ne pourrait prétendre juger le résultat (hyperconcentré malgré l'abondance des pages, tableaux, index, notes, etc.) que l'on nous soumet ; il serait possible, ici et là, d'aller encore plus loin (dans la discussion des impulsions que l'Italie du Nord donne à la sculpture funéraire gallo-romaine, des hypothèses concernant le cheminement typologique de certaines catégories de monuments funéraires, etc., p. 378 sqq.) : cela reviendrait à déséquilibrer le tout qui vaut aussi par sa solide charpente. Il ne faut pas oublier qu'il s'agit d'une thèse et que l'on nous en a fait lire récemment qui, munies de titres alléchants et prometteurs de grandes randonnées, n'ont abouti qu'à quelques petits cheminements confus. Ceci n'est pas un ouvrage de doctrine, mais de discipline. Le lecteur devra s'y soumettre : à ce prix, il appréciera le fait de disposer d'un texte qui expose les problèmes, puis tente de les résoudre et, dans les tableaux (particulièrement bien faits), du matériau qui le met en position de juger 'sur pièces'. Entre les quelques lignes (généralement catégorielles et d'une portée d'autant plus restreinte) des 'manuels' et la pléiade des études consacrées à une ville, une ferme, un dieu, un mur, etc., celle-ci s'insère avec un exact dosage des informations et des interprétations.

Charles-Marie TERNES.

Alain TRANOY, *La Galice romaine. Recherches sur le nord-ouest de la péninsule ibérique dans l'Antiquité* (Publications du Centre Pierre-Paris, vol. 7) : Paris, 1981, 602 pages, 36 cartes et 16 planches.

M. Tranoy n'est pas un chercheur, il est un explorateur : il en a la curiosité, le courage et le sens des vastes horizons. Il fallait en effet toutes ces qualités et quelques autres pour partir à la découverte de ce finistère du monde romain et nous en retracer l'histoire depuis les origines jusqu'au VI^e^ siècle après J.-C. Cette histoire n'est pas celle d'une province de l'Empire : la *Callaecia* est une création de la réforme de Dioclétien, mais celle d'une région à qui son relief accidenté et son climat océanique confèrent sa particularité. Dans un relatif isolement se sont développés une civilisation originale et un sentiment d'indépendance qui fait que la pacification ne fut acquise que sous le règne d'Auguste. M. Tranoy, qui est un vieil ami de l'évêque Hydace de Chaves dont il a édité brillamment la *Chronique*, connaît bien cette terre et son livre nous fait parfaitement sentir combien là, plus qu'ailleurs peut-être, l'histoire des hommes s'inscrit dans un paysage. Cette situation exceptionnelle de la Galice permet de poser avec une acuité particulière le problème de la résistance des peuples conquis à la romanité. La question est posée p. 13, et il y est répondu p. 453, après des centaines de pages d'analyses méticuleuses, ce qui est la marque de la maîtrise intellectuelle de l'auteur.

Placée à l'écart des grands courants de civilisation, la Galice n'offre pas à l'historien une très riche documentation. Les sources littéraires sont rares ; il faut surtout compter sur l'archéologie et l'épigraphie. M. Tranoy utilise tous ces matériaux avec finesse et habileté. J'ai seulement noté une petite contradiction : alors que p. 78 et p. 106 il déclare, à juste titre, qu'il convient de bien distinguer l'âge des sources, il invoque p. 94 l'autorité de Justin, de Silius Italicus et de Clément d'Alexandrie. Même si ces témoignages remontent « probablement » — ce qui reste à prouver — à Posidonius, c'est bien tardif pour la période préromaine.

L'ouvrage comporte quatre parties. Vient d'abord une description de la civilisation des *castros* (lieux fortifiés) antérieure à l'arrivée des Romains. Cette partie eût pu se réduire à un pur catalogue archéologique. Mais le talent d'historien de M. Tranoy rend la vie à ce monde oublié (p. 106-121 particulièrement). La seconde partie décrit les étapes de la conquête et ce que M. Tranoy appelle l'*intégration* administrative et l'*intégration* économique. Nous voyons là comment la Galice, surtout en raison de sa richesse minière, est incorporée à l'Empire, surtout à partir des Flaviens. La troisième partie traite des rapports entre romanisation et traditions indigènes du I^er^ au III^e^ siècle. C'est peut-être la partie où l'intelligence que M. Tranoy a de son sujet apparaît le mieux. Nous sommes au cœur du problème de l'acceptation ou du refus de la romanité et, pour l'examiner, M. Tranoy a choisi deux domaines, celui de la religion et celui de l'onomastique familiale, qui sont, en général, les plus conservateurs et les plus rebelles à une influence étrangère. Et il met en évidence, sur ces deux points, l'imbrication du substrat indigène et de l'apport des colonisateurs. Rome n'a pas exercé de pression sur

la province au point que, contrairement à ce qu'on pourrait attendre, les régions les plus ouvertes sont celles où les cultes locaux se sont le mieux maintenus. La quatrième partie concerne la période qui va de la création de la province de *Callaecia* à la destruction du royaume suève par Liuvigild en 585. Cela est peut-être traité un peu rapidement. A tant faire que d'aller si loin, n'aurait-il pas convenu d'évoquer le sort de la région sous le règne visigotique? Mais Aristote dit qu'il faut s'arrêter quelque part et nous n'en ferons pas grief à M. Tranoy, surtout en considérant ce qu'il nous apporte sur la période antérieure.

Il va de soi qu'une telle enquête s'appuie sur les travaux d'un grand nombre de chercheurs. Conformément aux règles du genre, la thèse de M. Tranoy est une synthèse : quarante-sept pages de bibliographie en font foi. Mais on sent tout au long une pensée sûre d'elle-même et convaincante (cf. par exemple la discussion sur le *limes*, p. 406-407). De fréquents tableaux aident le lecteur à saisir l'ensemble d'une question. Enfin la conclusion, qui porte essentiellement sur l'attitude de la Galice face à la romanisation, loin de céder à la mode et aux fausses évidences, met en relief la « convergence entre le dynamisme local et les apports extérieurs ». Passionnante en soi, l'étude de M. Tranoy est aussi un modèle de méthode et, par-delà son objet particulier, elle nous fait mieux comprendre ce que fut l'impérialisme civilisateur de Rome.

Marc REYDELLET.

Aufstieg und Niedergang der römischen Welt, Geschichte und Kultur Roms im Spiegel der neueren Forschung, II, *Principat*, t. 5 en 2 vol., hsgg. von Hildegard TEMPORINI : Berlin-New York, Walter de Gruyter, 1976-1977, x-1265 pages.

Ce volume double appartient à la première partie, consacrée à l'histoire politique, de la série *A. N. R. W.*, dédiée à Joseph Vogt. Il fournit des rapports ou mises au point souvent développées sur la Germanie indépendante, les provinces de Germanie supérieure et de Rhétie et, de façon plus confuse géographiquement, les Alpes occidentales et centrales. Ne pouvant signaler tous les travaux contenus dans ce recueil, je me contenterai d'indiquer, d'une part, les synthèses par provinces ou régions : la Germanie supérieure (par Ch.-M. Ternes), la Suisse romaine (par R. Frei-Stolba), la Rhétie (par B. Overbeck), le *limes* germano-rhétique (par D. Planck), les provinces alpestres (par J. Prieur), — d'autre part, quelques monographies urbaines : Mayence (par K. V. Decker et W. Selzer), Arae Flaviae-Rottweil (par A. Rüsch), Augsbourg (par H. J. Kellner).

André CHASTAGNOL.

Recep MERIÇ, *Metropolis in Ionien, Ergebnisse einer Survey-Unternehmung in den Jahren 1972-1975, Beiträge zur Klassischen Philologie, Heft 142* : Königstein Ts., A. Hain, 1982, XI + 144 pages.

Ce petit livre présente les résultats d'une recherche géographique, historique et archéologique menée selon la pratique des « surveys » qui sont rede-

venus d'actualité depuis une quinzaine d'années, c'est-à-dire sans fouilles ni sondages, sur la ville de Metropolis d'Ionie et son territoire : modeste cité limitrophe de Smyrne au nord (l'influence smyrniote éclate dans le décor de certaines stèles — voir figures de la p. 133 — avec les couronnes si typiques : non relevé par l'auteur dans ses analyses des p. 79-80), d'Éphèse à l'est et au sud, de Colophon au sud-ouest, et dont le nom — qui tient à la consécration de la cité à la Méter du Gallesion — a inspiré à Ammianos de Smyrne une épigramme (*Anth. Palat.* XI, 98 : citée p. 17 ; on aurait attendu un renvoi à l'explication qu'en a donnée L. Robert, *L'Épigramme grecque*, Fond. Hardt, p. 283).

L'ouvrage comprend des chapitres de synthèse (situation géographique et historique, histoire de la cité et de ses environs, étude archéologique du site et de ses ruines) et un catalogue des trouvailles : inscriptions (le corpus des inscriptions de Metropolis étant simultanément redonné dans *I. Ephesos Repertorium* VII, 1 (1981), nos 3401-3494), monnaies, mosaïques, sculptures, terres cuites, céramiques ; l'ouvrage comporte une abondante et utile illustration photographique. — Sur Metropolis d'Ionie, se reporter à *Bulletin Épigraphique* 1982, no 293 (inscriptions, stèles, problème de la prétendue survivance du nom antique dans celui de Torbali) et 308 (sur *I. Ephesos Repertorium* VII, 1) pour la géographie, la question du monnayage, l'historique de la cité.

A. Balland.

J. Fitz, *The Great Age of Pannonia* (*A. D. 193-284*) : Budapest, Hereditas, Corvina Kiadó, 1982, 80 pages, 105 ill.

Sous une forme agréable, le petit livre de J. Fitz présente l'évolution des provinces pannoniennes au IIIe siècle. Les travaux de l'auteur, en épigraphie, en archéologie et en numismatique, le qualifiaient pleinement pour réaliser cette entreprise. Derrière le récit se trouve une vaste bibliographie, dont l'essentiel est ramassé en 3 pages, à la fin du volume.

L'intérêt principal de l'ouvrage est d'analyser le développement de la « conjoncture » pannonienne. Au IIe siècle, avant les guerres danubiennes de Marc-Aurèle, l'équilibre de cette région profitait à la Pannonie supérieure, aux régions de l'arrière, plus directement reliées à l'Italie, et à l'axe des cités jalonnant la route de l'ambre. Après les guerres germaniques, la reprise ne fut pas immédiate. Il fallut attendre l'époque de Septime Sévère pour que renaisse une seconde prospérité, au profit des camps de *limes* et des agglomérations qui les jouxtaient, ainsi qu'au profit de la Pannonie inférieure et de la région de Sirmium : modification des équilibres interprovinciaux, qui associe davantage les Pannonies à l'Illyricum central. J. Fitz recherche les causes de cette renaissance dans les avantages consentis aux soldats par Septime Sévère : l'augmentation de la solde provoqua un afflux de liquidités dans les régions de la frontière (il se trouve aussi une belle prospérité rhénane durant toute la première moitié du IIIe siècle) ; et dans les bienfaits de l'évergétisme impérial, qui culmine en 202, lors du voyage impérial. Constructions, reconstructions, agrandissements dans l'espace

urbain, luxueuses constructions rurales, tels sont les aspects nouveaux de la prospérité des Pannonies. Elle permet l'ascension d'une classe moyenne d'origine militaire, liée à la terre, l'affirmation des affranchis et l'essor des collèges, ainsi que l'acculturation des milieux provinciaux (Silvain prend ainsi des traits italianisants).

Si l'auteur développe clairement sa thèse et nous présente les divers aspects de cette grande époque pannonienne, justifiant ainsi partie de son titre, en revanche il n'essaie pas de prendre la mesure chronologique du phénomène. Si le point de départ est bien fixé (la décennie 193-202), on ne sait si cette heureuse époque se poursuivit après 220, ou après 235. Certes, l'invasion des Sarmates et des Roxolans, en 260, dont les effets avaient été étudiés par J. Fitz dans une précédente publication, ravagea une grande partie des deux provinces. Mais on aimerait savoir plus nettement si elle porta un coup fatal à une région déjà affaiblie dans ses forces vives. On a l'impression que l'auteur rapporte toute sa documentation à l'époque sévérienne. Pour le reste, dans les trois derniers des douze chapitres, même si l'histoire impériale concerne souvent les Pannonies, elle ne saurait tenir lieu d'histoire provinciale. De même on attendrait davantage sur les reconstructions d'après 262 : les indications sont trop fugitives, et l'œuvre de Probus dans les environs de Sirmium n'est pas examinée. Peut-être aurait-il fallu, enfin, prendre la mesure de l'époque tétrarchique, et poursuivre l'enquête jusqu'en 305-310 environ, afin d'embrasser largement la phase de reprise et de reconstruction.

L'ouvrage mérite considération. On retiendra surtout le brillant tableau des Pannonies sévériennes, et l'ingénieuse thèse que développe l'auteur. Une réédition pourrait lui permettre d'élargir les perspectives et de nous livrer un panorama plus ample d'une histoire provinciale qu'il maîtrise parfaitement. L'illustration est remarquable.

M. Christol.

Crise et redressement dans les provinces européennes de l'Empire, milieu du III^e^-milieu du IV^e^ siècle après J.-C. : Strasbourg, A. E. C. R., 1983.

Le colloque de Strasbourg de décembre 1981 portait sur la période qui venait d'être mise au programme d'agrégation et C. A. P. E. S. d'histoire ; il est regrettable que cet ouvrage, édité par E. Frezouls, n'ait paru qu'au deuxième trimestre 1983 : les candidats aux concours n'ont pu, sauf quelques privilégiés, bénéficier des travaux dus aux plus éminents spécialistes de la question. Remarquons que les communications ont porté plus sur le redressement que sur la crise. A l'aide d'exemples précis, J. Schwartz (« Du bon usage des historiographes ») analyse la méthode de trois historiographes de la seconde moitié du IV^e^ siècle, Aurelius Victor, Eutrope et l'*Épitome de Caesaribus*, qui s'intéressent à la biographie et à « l'histoire prétexte à morale ». Une confrontation avec l'*Histoire Auguste* montre que celle-ci a puisé chez ces trois auteurs ; lorsqu'elle apporte d'autres renseignements, ils sont erronés, ou invérifiables, ou insignifiants, ce qui rend très problématique l'exis-

tence d'une *Kaisergeschichte* postulée par A. Enmann. Après avoir précisé la périodicité des fêtes décennales d'Auguste et signalé les légendes monétaires d'Antonin et ses successeurs exprimant des vœux, A. Chastagnol (« Les jubilés impériaux de 260 à 337 »), dans un article dense et riche, évoque les monnaies de Gallien et les réjouissances variées qui, en 262, ont revêtu un éclat extraordinaire. En 264, Postume fait frapper des *aurei* mentionnant ses *quinquennalia*; il faut attendre le règne de Dioclétien pour retrouver, avec certitude, les *quinquennalia* connus par le *panégyrique III* (294). Un autre usurpateur, Carausius, innove en exprimant les espérances d'un long règne par la formule *Mul(tis) X*. L'analyse des jubilés montre l'enrichissement progressif du contenu idéologique et l'importance considérable des fêtes vicennales de Dioclétien en 303 : présence à Rome des quatre empereurs, célébration, avec un an de retard, du triomphe sur les Perses, amnistie aux condamnés, annonce de l'abdication, érection d'une base sur le forum, importantes émissions monétaires, jeux, fêtes, banquets. Constantin a célébré ses *quinquennalia* au seuil de sa cinquième année, le 25 juillet 310, en partant de sa nomination au titre de César. Il est à Rome pour ses *decennalia*, associés à son triomphe, le 25 juillet 315. Pour ses *vicennalia*, en 325, il organise une cérémonie à Nicomédie et repousse à 326 la répétition, à Rome, de ce jubilé. Les *tricennalia* furent fêtés à Constantinople. Outre les multiples émissions et les discours des panégyristes, sont évoqués d'autres documents mentionnant les *vota*, lingots, coupes, plats, reliefs.

Partant de l'analyse des décors funéraires, en particulier des sarcophages païens ou chrétiens, P. A. Février (« Images et société, III-IV^e siècle ») cherche à démontrer que ces représentations, ainsi que celles de la vie quotidienne dans les maisons, révèlent une unité d'inspiration correspondant « aux besoins communs ressentis par la classe dominante ...comme le rêve d'une retraite rurale qui pourrait être consacrée à l'étude et la culture ». Se limitant au « décor des cimetières chrétiens de Rome au tournant du IV^e siècle », J. Guyon, à l'aide de tableaux montrant le pourcentage des différentes représentations, scènes de l'Ancien et du Nouveau Testament, scènes de banquets, images des *fossores*, décors bucoliques, semis de fleurs, est amené à réduire le rôle catéchétique ou exégétique de ces images au profit d'un rôle de tutelle et de protection. Ch. Piétri, dans un article intitulé « Constantin en 324, propagande et théologie impériales d'après les documents de la *Vita Constantini* », dont il affirme l'authenticité, utilise quatre documents adressés à l'Orient pour évoquer la propagande impériale, au détriment de Licinius, et expliquer que sa victoire apporte aux chrétiens la libération et la réparation, et à tous, la paix. Mais, en même temps, il s'affirme chrétien et définit la théologie du Prince. En se fondant sur une riche documentation archéologique, E. Demougeot précise le rôle de Constantin dans la reconquête partielle de la Dacie. Une énumération des vestiges romano-daces et des établissements germaniques, avec des cartes de répartitions, débouche sur un tableau de la Dacie transdanubienne au IV^e siècle. La politique de Constantin, avant 324 et après, et ses rapports avec les différents peuples germaniques — qu'elle connaît bien — peuvent être suivi jusqu'au *foedus* de 332 avec les Wisigoths

dont les effets durèrent jusqu'en 376. J. Rougé (« Questions d'époque constantinienne ») part des textes de Julien violemment hostiles à Constantin : il a jugé ses innovations excessives, les a abrogées ou en a limité la portée par opposition systématique à sa politique juridique mais aussi pour favoriser les curies. L'argumentation porte sur les lois concernant la famille et surtout sur les innovations en matière financière et fiscale. On retiendra des remarques très pertinentes sur l'or coronaire et le chrysargyre qui, selon l'auteur, a été crée non par Constantin mais, d'après un passage de Lactance, par Galère. En définitive, et il ne pouvait en être autrement, le rôle de Julien n'est pas celui d'un *restitutor*, mais d'un correcteur d'abus. F. Blanchetière pose un problème : les Juifs qui ont bénéficié jusque-là d'un libéralisme officiel, reconnaissance et libre exercice du culte, dispense des obligations légales incompatibles avec leur religion, ont-ils vu leur statut modifié avec la dynastie constantinienne? Un catalogue des lois de Constantin qui les concerne montre un certain respect de la coutume antique sauf l'interdiction pour un Juif d'avoir un esclave chrétien. Mais ce statut tend à se détériorer, surtout avec les fils de Constantin et la faveur éphémère de Julien, par hostilité au Galiléen, ne fera que retarder ce processus de dégradation. Une interprétation rigoureuse des textes de Libianus, Jean Chrysostome, Salvien et d'une lettre inédite d'Augustin confrontés à des lois du IV^e^ siècle permet à C. Lepelley (« *Quot curiales, tot tyranni*, l'image du décurion oppresseur au Bas-Empire ») de dénoncer les exactions auxquelles se livraient certaines catégories de *curiales*, ceux qui s'occupaient de la perception de l'impôt, *susceptores* et *exactores* ou de l'assiette des impôts dans la cité, les *principales*. Loin d'être brimés et contraints. les *curiales* chargés du *munus* fiscal y tenaient et y trouvaient des avantages. J.-P. Callu (« Structure des dépôts d'or au IV^e^ siècle ») indique le contenu des vingt-cinq trésors répartis, entre 315 et 389, en six périodes. L'accroissement des besoins en numéraire a contraint l'État à refondre les monnayages antérieurs et à trouver de nouvelles sources. E. Frézouls (« Deux politiques de Rome face aux Barbares d'après Ammien Marcellin ») commence par définir l'image des Barbares tels qu'Ammien se les représente. La première attitude des Romains, qu'il paraît trouver naturelle, est de répondre à la férocité par une guerre sans merci avec des massacres et des actes de terreur — et parfois un geste de clémence. En face de ce radicalisme, incarné par Julien, on peut trouver chez Constance II une autre attitude qui consiste à rechercher un compromis quitte à le maquiller en victoire. Cette position, plus réaliste et plus lucide, que l'on décèle ici ou là, exprime peut-être le sentiment d'Ammien.

On voit donc toute la richesse de ce petit volume qui fait le point sur de nombreux problèmes et débouche souvent sur des idées neuves et originales.

Louis FOUCHER.

The Seaborne Commerce of Ancient Rome : Studies in Archaeology and History ; edited by J. H. D'Arms and E. C. Kopff (*Memoirs of the American Academy in Rome*, vol. XXVI) : American Academy in Rome, 1980 ; 1 vol. in-4° de xi + 338 pages, 45 planches hors-texte.

Ce gros volume présente vingt-quatre articles, qui sont autant de contributions au Symposium qui s'est tenu à l'Académie Américaine de Rome pendant l'hiver 78-79. Un certain nombre de communications prévues dans le programme et ayant eu effectivement lieu ne figurent pas dans le volume : ce sont, en général, des exposés de caractère général, qui, par leur dimension, dépassaient les possibilités des éditeurs. Ceux-ci ont simplement suivi l'ordre alphabétique des noms des auteurs, si bien que l'on ne trouve pas une doctrine d'ensemble (cela eût été difficile) mais une succession d'études ponctuelles, dont certaines traitent des mêmes faits.

La *villa rustica* des Settefinestre, dans l'*ager Cosanus* sert de témoin à Andrea Carandini pour retracer (en généralisant) l'évolution de la production agricole destinée au marché d'outre-mer, du 1er siècle avant J.-C. jusqu'au second de notre ère. A la même région se réfère J. H. d'Arms pour montrer, à l'aide de textes empruntés à Cicéron, la manière dont des sénateurs de ce temps étaient engagés dans des opérations commerciales : étude qui a le mérite d'unir les données archéologiques (les types d'amphores provenant des fouilles sous-marines) et celles des textes, étudiés selon une méthode prosopographique très sûre. C'est ainsi que P. Sestius le tribun de 57, ami de Cicéron, apparaît comme le descendant d'une famille de grands commerçants, qui tient une partie du marché du vin à Marseille. Ce qui conduit à étudier à nouveau la portée du fameux *plebiscitum Claudianum* de 218 avant J.-C. Les textes sont rappelés par M. D'Arms et aussi par la longue étude d'Emilio Gabba, « réflexions antiques et modernes sur les activités commerciales à Rome aux second et premier siècles avant J.-C. » On constate alors que les textes sont en contradiction les uns avec les autres, au moins dans leur lettre. Ainsi, le Caton de Plutarque affirme que celui qui accroît son patrimoine est un homme divin, tandis qu'un fragment de Crassus réplique : accroître son patrimoine « *non est nobilitatis* ». Il est dangereux d'extrapoler, encore plus de théoriser. E. Gabba a raison d'insister sur le fait que Cicéron condamne, comme « sordide », le commerce sur une petite échelle, mais admet sa légitimité dans le cas contraire. Peut-être verrait-on un peu plus clair si l'on acceptait l'idée que, pour un Romain, la richesse n'est à aucun moment une fin en soi, qu'elle ne saurait être qu'un moyen de libérer l'individu pour des tâches plus hautes, la vie politique et, de très bonne heure, les *studia*. Le commerce à petite échelle n'est pas une occupation digne d'un homme libre, car il l'*occupe*, l'asservit. A grande échelle, il exige seulement intelligence et réflexion, il ressemble à une stratégie dont l'exécution est confiée à des agents. On ne s'étonnera pas du mépris dans lequel Caton tient la richesse, dans sa vie privée, mais du soin qu'il met à en acquérir. Contradiction pour un esprit moderne, non pour un Romain de ce temps, qui commence à entrevoir la puissance politique conférée par la richesse (et cela va dans le sens de la tradition qui veut que les citoyens cherchent à accroître leur *potentia*) et, simul-

tanément, en comprend le danger pour la vie morale et sociale. Il est trop facile de crier à l'hypocrisie. Dans cette perspective, le plébiscite claudien se justifie comme une mesure destinée à empêcher les *patres* de s'engager dans les minuties de l'action commerciale. Rien ne s'oppose, en revanche, à ce que ces mêmes *patres* se créent un empire par l'intermédiaire de leurs agents et, surtout, de *socii*, auxquels ils prêtent à intérêt.

Sur ces sociétés maritimes, on lira l'article de J. Rougé, qui montre comment ces mises en commun de capitaux conduisent à l'organisation corporative. La contribution de G. E. Rickman sur le commerce du blé sous l'Empire va dans le même sens : contrairement à une idée reçue, l'initiative privée est la base de ce commerce, à l'exception, peut-être, de la « flotte d'Alexandrie », qui semble avoir été, de bonne heure, soumise à une réglementation assez stricte ; mais, pensons-nous, plutôt en raison de la tradition dirigiste de ce royaume que pour une autre cause. Lionel Casson (« le rôle de l'État dans le commerce du blé à Rome ») précise ces conclusions : pendant les deux premiers siècles de notre ère, dit-il, l'État se préoccupe seulement des besoins des *frumentationes* ; le reste est laissé aux soins de l'entreprise privée, dont les autorités demandent l'aide, mais sans jamais l'imposer par une obligation légale. Les tablettes de Murecine montrent que des particuliers spéculaient sur le blé d'Égypte.

Parmi les marchandises figuraient les esclaves, ainsi que le montre William V. Harris, dont les conclusions sont confirmées par Domenico Musti, à propos de Pouzzoles. Les divers autres négoces étudiés ici sont : le commerce du bois, par Russell Meiggs, celui du marbre, en deux articles, l'un de Mario Torelli, qui démontre l'existence d'une vaste entreprise familiale, celle des Cossutii, qui étend ses ramifications à travers toute la Méditerranée ; l'autre de J. Ward-Perkins, fondée sur les documents relatifs à Nicomédie. Le commerce de l'huile fait l'objet de deux contributions, l'une de Silvio Panciera, à propos des inscriptions républicaines récemment publiées et mentionnant à Rome des *olearii*, l'autre, d'Émilio Rodriguez-Almeida, sur le commerce de l'huile de Bétique depuis Vespasien jusqu'à Alexandre-Sévère. Le vin, marchandise la mieux connue archéologiquement, est le sujet de plusieurs articles : celui de Daniele Manacorda, qui interprète, lui aussi, les découvertes de l'*ager Cosanus*, celui de A. Hesnard, sur « un dépôt augustéen d'amphores à la Longarina, Ostie », celui de C. Panella sur l'*ager falernus*, qui semble avoir continué sa production jusqu'au III^e^ siècle de notre ère, celui, enfin, d'André Tchernia, qui confirme la conclusion de C. Panella.

Deux spécialistes de topographie romaine, F. Castagnoli et A. M. Colini étudient les installations portuaires de Rome et apportent de précieuses indications sur les états successifs du quartier, tandis que R. E. A. Palmer retrace l'histoire de l'octroi, qui devança le tracé de la muraille d'Aurélien de quelque 200 ans, et s'efforce de définir la nature des péages exigés. La contribution de George W. Houston porte sur l'administration des ports italiens pendant les trois premiers siècles de l'Empire.

La technique maritime n'est représentée que par Piero A. Gianfrotta qui rassemble des documents sur les ancres romaines. Une contribution de Lellia Cracco Rugini décrit les réactions des populations indigènes en face

des groupes d'immigrants qui commercent dans trois grands centres, Alexandrie, Tarse et Lyon.

On voit toute la variété de ces travaux qui apportent tous des faits, des matériaux, plus que des théories et qui laissent entrevoir les différentes directions dans lesquelles s'oriente la recherche dans le domaine de l'économie romaine.

Pierre GRIMAL.

Aline ROUSSELLE, *Porneia. De la maîtrise du corps à la privation sensorielle, II^e-IV^e siècles de l'ère chrétienne*, (coll. « Les chemins de l'histoire ») : Paris, P. U. F., 1983, 254 pages.

Le titre de *Porneia* décevra les amateurs de pornographie, car c'est essentiellement de sexualité dans le mariage que traite ce livre résolument provocateur, sinon toujours absolument convaincant. L'auteur oppose deux moments de l'histoire de la sexualité antique : quand, à l'apogée de l'Empire, le stoïcisme domine la morale commune, il apparaît un idéal de retenue sexuelle. Puis quand s'implante la morale chrétienne, c'est l'abstinence chez l'homme, la virginité chez la femme que souhaitent les traités rédigés par les évêques.

L'auteur a l'art des titres : I. *Le corps maîtrisé : l'homme.* II. *Le corps dominé : la femme.* III. *Le corps opprimé : l'enfant.* IV. *Virginité et hystérie.* V. *La liberté dans l'impasse : l'adultère.* VI. *Épouses délaissées et concubines soumises.* VII. *Le salut de l'impubère : sacrifice d'enfant et castration.* VIII. *Virginité féminine et continence masculine.* IX. *La force du désir.* X. *De la continence à l'impuissance.* XI. *De la virginité à la frigidité.*

Particulièrement intéressants les chapitres II et IV, pour lesquels l'auteur exploite bien les textes médicaux, depuis le *Corpus Hippocraticum*, et dans lesquels elle s'efforce de démontrer que l'hystérie est une solution inévitable pour la femme romaine. Cependant, l'hystérie antique et l'hystérie moderne n'ayant pas le même champ sémantique, il aurait peut-être fallu être plus explicite.

Touchante enfin la dédicace, qui renverse l'équilibre amoureux du monde romain, puisqu'elle adresse à un homme le beau vers des *Tristes* (III, 3, 18), qu'Ovide adressait à sa femme : *Nulla venit sine te nox mihi, nulla dies.*

Danielle GOUREVITCH.

Histoire des religions.

Jacqueline CHAMPEAUX, *Fortuna. Recherches sur le culte de la Fortune à Rome et dans le monde romain des origines à la mort de César*, I : *Fortuna dans la religion archaïque* (Collection de l'École Française de Rome, 64) : Rome, Palais Farnèse, 1982, XXIII + 503 pages in-4°, XI planches h. t., 1 carte et 2 plans.

C'est faire œuvre utile et courageuse que de s'attaquer à *Fortuna* — aux Fortunes des Romains — dont le dossier est fondamental et bien difficile à